

KAKHOVKA : LE BARRAGE QUI A CÉDÉ DE L'INTÉRIEUR

Vers 02 h 50, le 6 juin 2023, le barrage que la Russie contrôlait depuis quinze mois a cédé. 620 km² ont été inondés, environ 100 000 personnes directement touchées, près de 14 milliards de dollars É.-U. de dommages et de pertes. Les morts de la rive ukrainienne sont recensés : 34. Ceux de la rive occupée ne le sont pas : le HCDH a pu en identifier 15, l'occupant en a annoncé 59, AP en a dénombré des centaines dans la seule ville d'Oleshky. Aucun organe international n'a imputé la rupture ; des analyses indépendantes indiquent une explosion à l'intérieur d'un ouvrage que seule la Russie contrôlait.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

PROJET — non publié. Projet pour la rédaction. Chiffres vérifiés auprès du HCDH (4 oct. 2023, par. 4, 36–39), de l'évaluation des besoins après catastrophe Gouvernement–ONU (17 oct. 2023), du Conseil de sécurité (6 juin 2023), du SBU (6 juin 2024), d'AP (28 déc. 2023) et de KHPG / The Insider concernant le décret du 30 mai 2023. L'attribution est maintenue sous « tendance » et « position ». Photos : Wikimedia Commons (SES, Police nationale, ECHO de l'UE), licences vérifiées.

15

civils dont le HCDH a établi qu'ils avaient été tués par l'inondation sur la rive gauche occupée — un minimum, non un bilan A

Rapport du HCDH, 4 oct. 2023, par. 36

34 · 59 · « des centaines »

tués — le décompte de l'Ukraine sur sa rive ; celui des autorités d'occupation sur l'autre ; la constatation d'AP pour la seule ville d'Oleshky B

Ministère de l'intérieur ; autorités installées par la Russie ; AP, 28 déc. 2023

620 km²

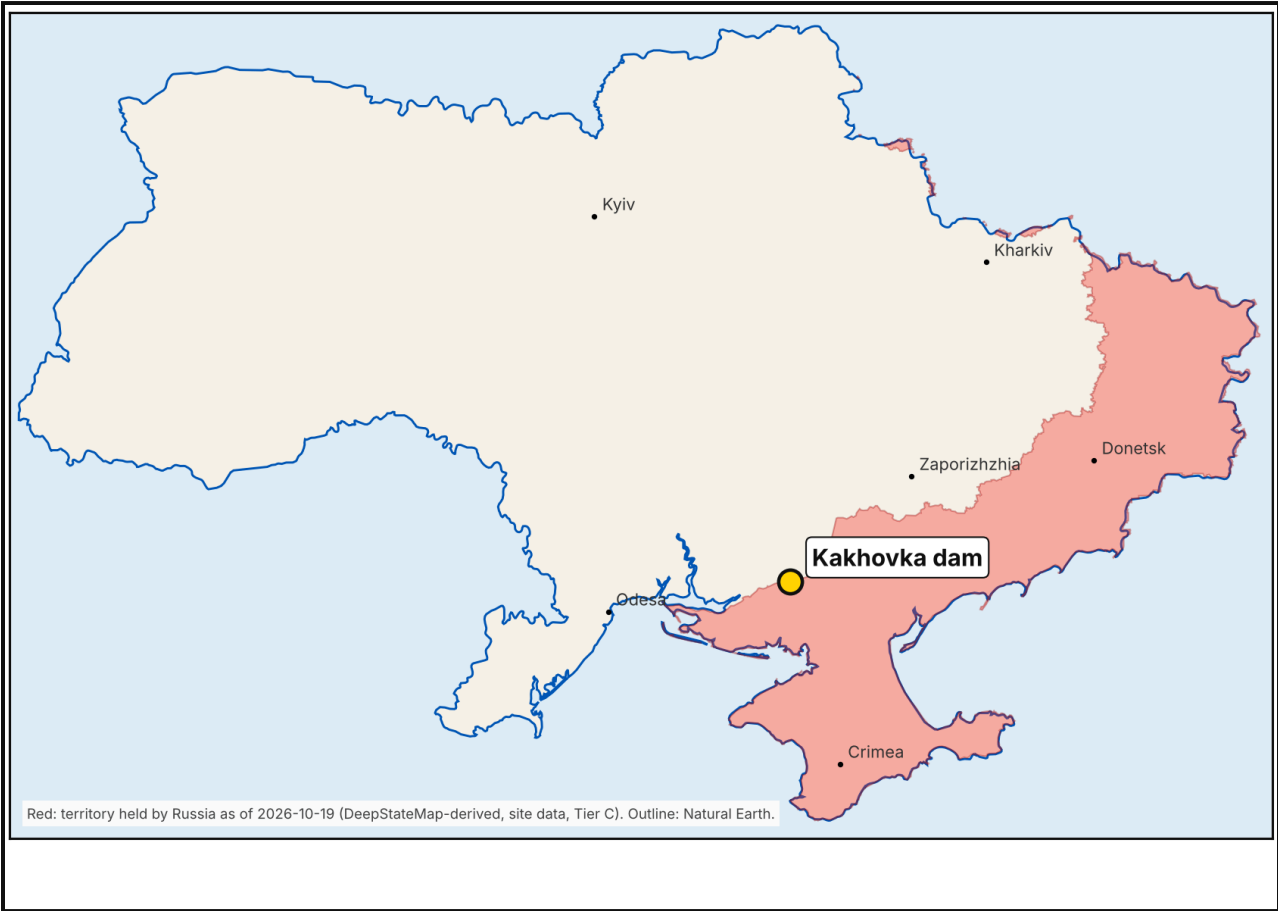
inondés dans les oblasts de Kherson, Mykolaïv, Dnipropetrovsk et Zaporijia ; environ 100 000 personnes directement touchées A

Évaluation des besoins après catastrophe Gouvernement ukrainien – ONU, 17 oct. 2023

14 milliards US\$

dommages (2,79 milliards US\$) et pertes (plus de 11 milliards US\$) ; besoins de relèvement : 5,04 milliards US\$ A

PDNA, 17 oct. 2023



L'ESSENTIEL

Une catastrophe au sein d'une occupation. Le HCDH a constaté que la Russie a refusé l'accès humanitaire à la rive gauche inondée, que les autorités d'occupation « n'ont pas pris les mesures nécessaires pour évacuer les personnes dans le besoin », ont bloqué l'acheminement de fournitures à environ 600 personnes dans le centre d'Olechky et ont arrêté des bénévoles. Ces constatations sont valables quelle que soit la cause de la rupture.

Une rupture que l'ingénierie situe à l'intérieur. Le New York Times, des sismologues norvégiens et Global Rights Compliance ont jugé les éléments compatibles avec une charge explosive placée dans la galerie traversant la base en béton du barrage — un ouvrage sous contrôle russe depuis février 2022. Aucune conclusion de l'ONU sur la cause n'a été publiée.

Un bilan contrôlé par la Russie. Sur la rive occupée, où se trouvaient 68 % des terres inondées, les autorités d'occupation ont pris en charge les certificats de décès et enlevé les corps non réclamés (AP). Le Hub présente chaque chiffre et n'en considère aucun comme définitif.

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

REFUS D'ÉVACUATION ET D'ACCÈS HUMANITAIRE SUR LA RIVE OCCUPÉE — ÉTABLI (HCDH, 4 OCT. 2023)

EXPLOSION À L'INTÉRIEUR D'UN BARRAGE TENU PAR LA RUSSIE — TENDANCE (NYT, NORSAR, GRC, ISW) ; NON TRANCHÉ

ÉCOCIDE ET CRIME DE GUERRE, ART. 441 ET 438(2) DU CPU — POSITION (UKRAINE ; NOTIFICATION DE SOUPÇONS DU SBU, 6 JUIN 2024)

Établi. HCDH (4 oct. 2023, par. 36–39) : le barrage a été entièrement rompu ; au moins 80 localités et plus de 37 000 logements touchés, environ un million de personnes privées d'eau et d'assainissement ; 15 civils identifiés tués sur la rive occupée ; la Russie a refusé l'accès et n'a pas pris les mesures nécessaires pour évacuer. Commission d'enquête (sept. 2023) : cause en cours d'examen. **Tendance.** Des analyses indépendantes convergent vers une explosion interne dans un ouvrage contrôlé par la Russie (NYT, NORSAR, GRC, ISW) ; une résolution du Gouvernement russe du 30 mai 2023 a suspendu jusqu'en 2028 les enquêtes sur les accidents d'origine militaire survenus dans les ouvrages hydrauliques des territoires occupés. **Position.** L'Ukraine qualifie la rupture d'écocide (art. 441 du Code pénal ukrainien) et de crime de guerre (art. 438(2)) et a mis en cause le colonel général Oleg Makarevitch (6 juin 2024) ; la Russie affirme que l'Ukraine a saboté le barrage.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Dire à la fois ce qui est établi et ce qui est contesté : le refus russe d'évacuer et de donner accès est une constatation de l'ONU ; la cause de la rupture ne l'est pas encore. Presser la Commission d'enquête de publier sa conclusion sur la cause et la CPI de rendre compte du dossier que son équipe a examiné sur place en juin 2023. Exiger l'accès du HCDH pour compter les morts d'Olechky et de Hola Prystan. Citer Kakhovka dans chaque texte portant sur l'art. 56 du PA I.

DIX-HUIT KILOMÈTRES CUBES EN TROIS JOURS

Le réservoir de Kakhovka était le plus grand d'Ukraine en volume : 2 155 km² d'eau retenus par un barrage en terre et en béton de 3,2 km construit en 1956. Lorsque la section centrale a cédé aux premières heures du 6 juin 2023, l'eau s'est déversée en aval à travers la ville de Kherson et les localités basses de la rive gauche, Olechky et Hola Prystan, tandis qu'en amont le réservoir se vidait en trois à quatre jours.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

20 oct. 2022	Le Président Zelensky avertit le Conseil européen que les forces russes ont miné le barrage de Kakhovka. B — Ukrainska Pravda ; The Moscow Times, 20 oct. 2022
30 mai 2023	Une résolution du Gouvernement russe suspend jusqu'au 1er janv. 2028 les enquêtes sur les accidents survenus dans les ouvrages hydrauliques des territoires occupés à la suite d'actions militaires, de sabotages ou d'actes terroristes — une semaine avant la rupture. LA RUSSIE AFFIRME — The Insider ; KHPG, juin 2023
6 juin 2023, 02:18 - 02:54	Bruits d'explosion signalés à partir de 02:18 ; NORSAR enregistre un signal faible à 02:35 et un signal plus fort, de magnitude 1–2, à 02:54, « compatible avec une explosion » ; une vidéo montre le barrage déjà détruit à 02:46. C — NORSAR ; ISW ; Conflict Intelligence Team
6 juin 2023, matin	Peskov : « un sabotage délibéré de la part ukrainienne » visant à priver la Crimée d'eau parce que l'offensive ukrainienne « s'enlise ». Compte rendu du Kremlin de l'entretien avec Erdogan (7 juin) : « acte barbare ». LA RUSSIE AFFIRME — RBC via Ukrainska Pravda ; Meduza
6 juin 2023, New York	Conseil de sécurité : Griffiths — peut-être « l'incident le plus important de dommages causés à des infrastructures civiles » de la guerre ; Nebenzia — « un sabotage délibéré entrepris par Kyiv ». A — Séance du Conseil de sécurité du 6 juin 2023 ; Kyiv Post
6-9 juin 2023	Environ 600 km ² sous les eaux, dont 68 % sur la rive occupée (Prokoudine). Sur la rive ukrainienne, 16 000 à 17 000 personnes évacuées en autobus et en train sous les bombardements. HCDH : les forces russes arrêtent des bénévoles près d'Olechky les 6 et 9 juin et bloquent l'acheminement de fournitures à 600 personnes dans le centre de la ville. A — Administration régionale de Kherson ; HCDH, par. 38
9 juin 2023	Coordonnatrice de l'action humanitaire de l'ONU : la Russie a « jusqu'à présent rejeté notre demande d'accès aux zones placées sous son contrôle militaire temporaire ». A — Point de presse de l'ONUG, 9 juin 2023
4 oct. 2023	Rapport du HCDH : 15 civils identifiés tués sur la rive occupée (55 selon l'occupation) ; le Ministère de l'intérieur en recense 34 sur la rive ukrainienne ; accès refusé ; évacuation non organisée ; enquête requise. A — HCDH, rapport 1er févr. – 31 juil. 2023, par. 36–39
17 oct. 2023	Évaluation des besoins après catastrophe Gouvernement-ONU : près de 14 milliards US\$ de dommages et de pertes ; 620 km ² inondés ; ~100 000 personnes directement touchées ; besoins de relèvement de 5,04 milliards US\$. A — PDNA ; ONU Ukraine
6 juin 2024	Le SBU délivre par contumace une notification de soupçon au colonel général Oleg Makarevitch, commandant du groupement « Dnepr », pour avoir ordonné la destruction (art. 28(2) et 438(2) du Code pénal ukrainien) ; le SBU recense au moins 35 morts sur le territoire sous contrôle ukrainien. B — SBU ; Euromaidan Press

CE QUE L'ONU A ÉTABLI

Le barrage a été « entièrement rompu » le 6 juin 2023 ; l'inondation a atteint au moins 80 localités en aval, endommagé plus de 37 000 logements, 37 établissements d'enseignement et environ 11 établissements de santé, et perturbé l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour environ un million de personnes (HCDH, par. 36–37).

Sur la rive gauche occupée, le HCDH a identifié 15 civils tués ; l'occupation en a annoncé 55. La Russie « a refusé à la communauté internationale l'accès humanitaire nécessaire » ; les forces russes ont bloqué l'acheminement de fournitures à environ 600 personnes dans le centre d'Olechky et arrêté des bénévoles (par. 4, 36 et 38).



Localités de la rive gauche sous les eaux après la destruction du barrage, juin 2023. Photo : АрміяInform · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

DEUX RIVES, DEUX DÉCOMPTES

Rive droite sous contrôle ukrainien : 16 000 à 17 000 personnes évacuées sous les bombardements ; 34 morts selon le décompte du Ministère de l'intérieur — le chiffre que l'Ukraine utilise toujours.

Rive gauche occupée : 68 % des terres inondées, dont Olechky et Hola Prystan. L'occupation a annoncé 5, puis 25, 53 et enfin 59 morts. L'enquête d'AP a fait état d'« au moins des centaines » de morts rien qu'à Olechky.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er févr. – 31 juil. 2023 (4 oct. 2023), par. 4, 36–39 ; Gouvernement ukrainien – ONU, Évaluation des besoins après catastrophe (17 oct. 2023) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 6 juin 2023 ; point de presse de l'ONUG, 9 juin 2023 ; Commission d'enquête, mise à jour au CDH 54 (sept. 2023). B — SBU, 6 juin 2024 (via Euromaidan Press) ; administration régionale de Kherson, 6–9 juin 2023 ; Ministère de l'intérieur, juin 2023 ; Vice-Premier Ministre Kouleba, 6 juin 2026. C — NYT, 17 juin 2023 (via RFE/RL) ; Global Rights Compliance, 16 juin 2023 (AFP) ; NORSAR ; ISW ; AP, 28 déc. 2023 ; The Insider et KHPG (décret du 30 mai 2023). RU — Peskov, RBC, 6 juin 2023 ; compte rendu du Kremlin, 7 juin 2023 (via Meduza) ; autorités de Kherson installées par la Russie. Tous consultés le 21 oct. 2026.

PRÉJUDICE ÉTABLI, CAUSE CONTESTÉE

Sur les conséquences — l'inondation, les morts, le refus d'accès —, l'ONU dispose de constatations. Sur la cause, l'ONU a une enquête en cours, et des analyses indépendantes vont dans le même sens. Le Hub ne laisse pas la seconde emprunter l'autorité de la première.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

HCDH, rapport sur l'Ukraine 1er févr. – 31 juil. 2023 (4 oct. 2023), par. 4, 36–39 : barrage entièrement rompu ; plus de 80 localités ; plus de 37 000 logements ; ~1 million de personnes privées d'eau et d'assainissement ; 15 civils identifiés tués sur la rive gauche ; accès refusé ; évacuation non organisée ; une enquête rapide, approfondie et impartiale est requise. A

Évaluation des besoins après catastrophe
Gouvernement ukrainien – ONU, 17 oct. 2023 : 2,79 milliards US\$ de dommages directs, plus de 11 milliards US\$ de pertes, 5,04 milliards US\$ de besoins de relèvement ; 620 km² inondés dans quatre oblasts ; environ 100 000 habitants directement touchés ; dommages les plus importants dans les secteurs de l'énergie et du logement. A

Commission d'enquête, mise à jour du 25 sept. 2023 : enquête sur la cause de la rupture et ses conséquences ; des centaines d'habitations détruites ou rendues inhabitables. A

ENQUÊTE UKRAINIENNE

Ministère de l'intérieur : 34 morts (32 dans la région de Kherson, 2 dans celle de Mykolaïv) sur le territoire sous contrôle ukrainien (selon le HCDH) ; Vice-Premier Ministre Kouleba, 6 juin 2026 : « au moins 34 », chiffre réel inconnu. B

SBU, 9 juin 2023 : appel intercepté de militaires russes évoquant la destruction ; SBU, 6 juin 2024 : notification de soupçon au colonel général Makarevitch pour avoir ordonné la destruction dans la nuit du 5 au 6 juin 2023 ; 46 localités inondées dans l'oblast de Kherson, 20 partiellement dans celui de Mykolaïv ; au moins 35 morts. B

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

NYT, 17 juin 2023 : ingénieurs et spécialistes des explosifs — une charge explosive a détoné dans le passage traversant la base en béton du barrage ; « mis hors d'état par une explosion déclenchée par la partie qui le contrôle : la Russie ». C

Global Rights Compliance, 16 juin 2023 : explosifs prépositionnés à des points critiques « très probable », « à 80 % et plus » ; données sismiques, experts en démolition, imagerie de source ouverte, attaques russes antérieures contre des infrastructures hydrauliques. ISW : « la prépondérance des éléments disponibles » indique une destruction délibérée par la Russie. C

AP, 28 déc. 2023 : « au moins des centaines » de morts à Olechky ; les autorités d'occupation ont pris en charge les certificats de décès, enlevé les corps non réclamés, interdit aux soignants et aux bénévoles l'accès aux morts. C

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS		
Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
15 · 55 · 59 · « des centaines »	morts sur la rive occupée — identifiés par le HCDH ; occupation (juil. 2023) ; occupation (définitif) ; AP (Olechky)	HCDH · RU · RU · AP — A / RU / RU / C
17 · 31 · 34 · 35	morts sur la rive ukrainienne — 18 juin 2023 ; Ministère de l'intérieur 2023 (Wikipédia : 29+2) ; Ministère de l'intérieur cité par le HCDH (32+2) et Kouleba 2026 ; SBU 2024	Ministère de l'intérieur / HCDH, note 10 / SBU — B / A / B
600 km ² · 620 km ²	inondés — administration régionale (6–9 juin) ; PDNA (quatre oblasts)	Administration de Kherson · B ; PDNA · A
37 000+ · 80+ · ~1 million	logements endommagés ; localités atteintes ; personnes privées d'eau et d'assainissement	HCDH, par. 37 — A
1,5 milliard US\$ → 14 milliards US\$	estimation des dommages — Ministère de l'environnement, 21 juin 2023 ; dommages + pertes selon la PDNA, 17 oct. 2023	B → A



Kherson au lendemain de la destruction du barrage, 7 juin 2023. Photo : Дмитро Завтонов / АрміяInform · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

Le Hub présente en premier les 15 morts identifiés par le HCDH sur la rive occupée comme plancher vérifié (Niveau A), les 34 de l'Ukraine « selon les autorités ukrainiennes » (Niveau B), les 59 de l'occupation comme ce que la Russie a déclaré, et les « centaines » d'AP comme un travail journalistique indépendant. Aucun chiffre n'est additionné d'une rive à l'autre.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er févr. – 31 juil. 2023 (4 oct. 2023), par. 4, 36–39 ; Gouvernement ukrainien – ONU, Évaluation des besoins après catastrophe (17 oct. 2023) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 6 juin 2023 ; point de presse de l'ONUG, 9 juin 2023 ; Commission d'enquête, mise à jour au CDH 54 (sept. 2023). B — SBU, 6 juin 2024 (via Euromaidan Press) ; administration régionale de Kherson, 6–9 juin 2023 ; Ministère de l'intérieur, juin 2023 ; Vice-Premier Ministre Kouleba, 6 juin 2026. C — NYT, 17 juin 2023 (via RFE/RL) ; Global Rights Compliance, 16 juin 2023 (AFP) ; NORSAR ; ISW ; AP, 28 déc. 2023 ; The Insider et KHPG (décret du 30 mai 2023). RU — Peskov, RBC, 6 juin 2023 ; compte rendu du Kremlin, 7 juin 2023 (via Meduza) ; autorités de Kherson installées par la Russie. Tous consultés le 21 oct. 2026.

BARRAGE DE KAKHOVKA
PROJET V0.1 · 21 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
JOURNAL DES CORRECTIONS SUR
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

LA PARTIE QUI TENAIT LE BARRAGE

Un fait n'est pas contesté, pas même par la Russie : les forces russes contrôlaient le barrage et la galerie traversant sa base depuis le 24 février 2022 jusqu'à sa rupture. L'Ukraine a nommé le général commandant ; aucun organe international n'a encore nommé quiconque.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
Colonel général Oleg Makarevitch commandant du groupement de forces « Dnepr » (secteur de Kherson), 2023 ; remplacé par le colonel général Teplinski, oct. 2023	A ordonné la destruction dans la nuit du 5 au 6 juin 2023, selon le SBU	Notification de soupçon par contumace, 6 juin 2024 — art. 28(2) et 438(2) du Code pénal ukrainien ; recherché	—
Vladimir Saldo « Gouverneur » de la région de Kherson installé par la Russie	A annoncé les bilans de l'occupation (25 → 53 → 59) ; son administration contrôlait les certificats de décès et les inhumations (AP) et, selon le HCDH, n'a pas pris les mesures nécessaires pour évacuer	—	UE, États-Unis, Royaume-Uni, Canada — inscrit sur les listes depuis 2022 au titre de l'administration d'occupation
Gouvernement de la Fédération de Russie	Résolution du 30 mai 2023 suspendant jusqu'en 2028 les enquêtes sur les accidents d'origine militaire survenus dans les ouvrages hydrauliques des territoires occupés	—	—

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

Le volet matériel : les experts du NYT situent une charge dans la galerie d'inspection traversant la base en béton du barrage — accessible uniquement depuis l'intérieur d'un ouvrage occupé par une garnison russe ; des stations sismiques situées à des centaines de kilomètres ont enregistré deux événements d'origine humaine dans les vingt minutes précédant le moment où l'effondrement a été filmé.

Le volet du commandement (ukrainien) : Makarevitch, en tant que commandant du groupement Dnepr, a ordonné la destruction au moment où commençait la contre-offensive ukrainienne ; l'interception du SBU du 9 juin enregistre des militaires disant que l'opération « ne s'est pas déroulée comme prévu ». Il s'agit d'une mise en cause, non d'une constatation.

Quel que soit l'auteur de la rupture, le HCDH a constaté que les autorités d'occupation n'ont pas évacué la population, ont bloqué les secours et ont refusé l'accès à l'ONU — un comportement qui engage les obligations de la Russie en tant que puissance occupante, quelle que soit la cause.

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

6 juin 2023 : Peskov (RBC) — « sans équivoque » un « sabotage délibéré de la part ukrainienne » ; Nebenzia (Conseil de sécurité) — « un sabotage délibéré entrepris par Kyiv ». 7 juin : compte rendu du Kremlin de l'entretien avec Erdogan — « acte barbare de destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka ».

Les autorités d'occupation ont porté le bilan de 5 à 59 alors que les certificats de décès et les inhumations étaient sous leur contrôle (AP) ; accès de l'ONU refusé (9 juin 2023). Aucune enquête russe sur la rupture n'a été publiée.

Colonne des sanctions : uniquement les désignations inscrites sur les propres listes des autorités qui les ont prononcées. Un tiret signifie qu'aucune n'a été identifiée pour ce cas.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er févr. – 31 juil. 2023 (4 oct. 2023), par. 4, 36–39 ; Gouvernement ukrainien – ONU, Évaluation des besoins après catastrophe (17 oct. 2023) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 6 juin 2023 ; point de presse de l'ONUG, 9 juin 2023 ; Commission d'enquête, mise à jour au CDH 54 (sept. 2023). B — SBU, 6 juin 2024 (via Euromaidan Press) ; administration régionale de Kherson, 6–9 juin 2023 ; Ministère de l'intérieur, juin 2023 ; Vice-Premier Ministre Kouleba, 6 juin 2026. C — NYT, 17 juin 2023 (via RFE/RL) ; Global Rights Compliance, 16 juin 2023 (AFP) ; NORSAR ; ISW ; AP, 28 déc. 2023 ; The Insider et KHPG (décret du 30 mai 2023). RU — Peskov, RBC, 6 juin 2023 ; compte rendu du Kremlin, 7 juin 2023 (via Meduza) ; autorités de Kherson installées par la Russie. Tous consultés le 21 oct. 2026.

BARRAGE DE KAKHOVKA

PROJET V0.1 · 21 OCT. 2026 · NON

PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET

JOURNAL DES CORRECTIONS SUR

UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

« SABOTAGE DE KYIV » DE LA PART DE LA PARTIE QUI TENAIT LE BARRAGE

Le récit russe a été arrêté en quelques heures : l'Ukraine aurait fait sauter le barrage pour masquer une offensive qui s'enlisait et pour priver la Crimée d'eau. Ce récit n'a jamais été accompagné d'éléments de preuve, d'une enquête, ni d'un accès accordé à quiconque aurait pu en mener une.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

DMITRI PESKOV · PORTE-PAROLE DU KREMLIN · RBC, 6 JUIN 2023

« Nous pouvons affirmer sans équivoque qu'il s'agit d'un sabotage délibéré de la part ukrainienne... poursuivant l'objectif de priver la Crimée d'eau. »

Entretien à RBC ; Ukraïnska Pravda, 6 juin 2023 (traduction)

VASSILY NEBENZIA · REPRÉSENTANT PERMANENT · CONSEIL DE SÉCURITÉ, 6 JUIN 2023

« Le sabotage délibéré entrepris par Kyiv contre une installation d'infrastructure critique est extrêmement dangereux. »

Séance du Conseil de sécurité du 6 juin 2023 ; Kyiv Post

COMPTE RENDU DU KREMLIN DE L'ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE POUTINE-ERDOGAN · 7 JUIN 2023

« L'acte barbare de destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka... a entraîné une catastrophe écologique et humanitaire de grande ampleur. »

Service de presse du Kremlin ; Meduza, 7 juin 2023

AUTORITÉS DE LA RÉGION DE KHERSON INSTALLÉES PAR LA RUSSIE · JUIN-JUILLET 2023

« 59 morts sur le territoire sous notre contrôle. »

Administration de Saldo via les médias d'État russes ; Novaya Gazeta Europe, 6 juil. 2023 (53) ; AP (59)

SANS FONDEMENT ; LES ÉLÉMENTS MATÉRIELS DÉSIGNENT L'INTÉRIEUR

Le barrage et sa galerie étaient sous contrôle russe ; les ingénieurs consultés par le NYT situent la charge dans le passage traversant la base de l'ouvrage ; NORSAR a enregistré des événements sismiques d'origine humaine à 02 h 35 et 02 h 54. La Russie n'a produit aucune preuve et mené aucune enquête.

Ce que l'affirmation concède : Que la rupture était délibérée — une destruction, non un accident.

L'INSTALLATION ÉTAIT AUX MAINS DE LA RUSSIE

La Russie a ensuite rejeté la demande d'accès de l'ONU à la rive inondée qu'elle contrôlait — la démarche qu'aurait entreprise un État sûr de sa version des faits.

Ce que l'affirmation concède : Que le barrage était une infrastructure civile critique dont la destruction mettait en danger des civils — la prémisse de l'art. 56 du PA I.

D'ACCORD SUR LA CATASTROPHE ; MUET SUR SES AUTEURS

La PDNA a chiffré les dommages et les pertes à près de 14 milliards US\$. Sur la rive occupée par la Russie, le HCDH n'a constaté aucune évacuation organisée, mais des secours bloqués et des bénévoles arrêtés. La catastrophe que décrit la Russie s'est déroulée pour l'essentiel sur un territoire qu'elle administrait.

Ce que l'affirmation concède : L'ampleur du préjudice — pertinente au regard des seuils de proportionnalité et de « dommages graves » du droit des conflits armés.

UN DÉCOMPTE ÉTABLI PAR L'ORGANE QUI CONTRÔLAIT LES CERTIFICATS DE DÉCÈS

AP a constaté que les autorités d'occupation ont pris en charge l'enregistrement des décès, enlevé les corps non réclamés et interdit aux soignants l'accès aux morts. Le HCDH a pu identifier 15 morts sans avoir accès au terrain.

Ce que l'affirmation concède : Que des personnes sont mortes sur la rive occupée, en nombre que l'occupation n'a jamais permis à quiconque de vérifier.

POUR ÊTRE JUSTE

Aucun organe international n'a attribué la rupture ; les États-Unis ont déclaré le 6 juin 2023 qu'ils n'étaient « pas certains » de l'identité du responsable. Les analyses du NYT, de NORSAR, de GRC et de l'ISW sont solides, mais ne constituent pas des constatations d'un tribunal ou d'un organe de l'ONU.

Les chiffres de l'Ukraine ont évolué et ne sont pas rapprochés de ceux des disparus ; les « centaines » d'AP sont une constatation fondée sur des témoignages, non un décompte de corps. Certains analystes ont avancé l'hypothèse d'une défaillance structurelle — mais la défaillance d'un barrage tenu et mal géré par l'occupant n'est une alternative qu'à l'intention.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er févr. – 31 juil. 2023 (4 oct. 2023), par. 4, 36–39 ; Gouvernement ukrainien – ONU, Évaluation des besoins après catastrophe (17 oct. 2023) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 6 juin 2023 ; point de presse de l'ONUG, 9 juin 2023 ; Commission d'enquête, mise à jour au CDH 54 (sept. 2023). B — SBU, 6 juin 2024 (via Euromaidan Press) ; administration régionale de Kherson, 6–9 juin 2023 ; Ministère de l'intérieur, juin 2023 ; Vice-Premier Ministre Kouleba, 6 juin 2026. C — NYT, 17 juin 2023 (via RFE/RL) ; Global Rights Compliance, 16 juin 2023 (AFP) ; NORSAR ; ISW ; AP, 28 déc. 2023 ; The Insider et KHPG (décret du 30 mai 2023). RU — Peskov, RBC, 6 juin 2023 ; compte rendu du Kremlin, 7 juin 2023 (via Meduza) ; autorités de Kherson installées par la Russie. Tous consultés le 21 oct. 2026.



FORCES DANGEREUSES, ET DEVOIR DE L'OCCUPANT

Deux volets juridiques traversent Kakhovka. Le premier — la rupture elle-même — dépend de la cause et reste contesté. Le second — ce que la puissance occupante a fait ensuite pour la population de sa rive — n'en dépend pas, et l'ONU s'est déjà prononcée contre la Russie sur ce point.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

HCDH (4 oct. 2023) : la Russie a refusé l'accès humanitaire à la rive gauche occupée ; les autorités d'occupation n'ont pas pris les mesures nécessaires pour évacuer ; les secours destinés à environ 600 personnes à Olechky ont été bloqués ; des bénévoles ont été arrêtés ; 15 civils identifiés morts ; une enquête rapide, approfondie et impartiale sur la cause est requise.

PDNA (17 oct. 2023) : 620 km² inondés, ~100 000 personnes directement touchées, près de 14 milliards US\$ de dommages et de pertes — la mesure de dommages « étendus, durables et graves » à l'environnement naturel.

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Des analyses indépendantes convergent vers une explosion interne dans un ouvrage sous contrôle russe : les ingénieurs du NYT (galerie dans la base), NORSAR (deux événements sismiques d'origine humaine), GRC (« très probable », en présence de l'équipe de la CPI), ISW (« prépondérance des éléments ») ; l'Ukraine avait averti en oct. 2022 que le barrage était miné.

Comportement de l'occupant après des catastrophes : refus d'accès, contrôle des registres de décès, arrestation de bénévoles — la tendance observée à Marioupol en 2022 répétée sur la rive gauche en 2023.

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

L'Ukraine qualifie la rupture d'écocide (art. 441 du Code pénal ukrainien) et de violation des lois et coutumes de la guerre ayant entraîné des conséquences graves (art. 438(2)) ; elle a mis en cause par contumace le colonel général Makarevitch (6 juin 2024) et saisi la CPI, dont l'équipe s'est rendue dans la région en juin 2023.

La position de l'Ukraine, partagée par le Parlement européen (15 juin 2023), est que les forces russes ont délibérément détruit le barrage ; le Hub la consigne en tant que position, dans l'attente d'une constatation de l'ONU ou d'une juridiction.

LES RÈGLES APPLICABLES

Protocole additionnel I, art. 56 : les barrages et les digues « contenant des forces dangereuses » ne seront pas l'objet d'attaques, même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque de telles attaques peuvent provoquer la libération de ces forces et causer des pertes sévères dans la population civile ; art. 35(3) et 55 : les méthodes causant des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel sont interdites.

Statut de Rome, art. 8(2)(b)(iv) ; IVe Convention de Genève, art. 55, 56 et 59 : la puissance occupante doit assurer l'approvisionnement et la santé publique et accepter les secours.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

L'auteur de la rupture, au sens d'une constatation formelle : aucun organe de l'ONU ni aucune juridiction ne l'a attribuée.

Les morts de la rive occupée : 15 identifiés (HCDH), 59 (occupation), « des centaines » (AP) ; aucun accès pour le HCDH, aucune exhumation, aucune liste de noms.

L'état du dossier de la CPI après la visite de juin 2023, et celui de la procédure ukrainienne contre Makarevitch.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Dire ce qui est établi. Citer les constatations du HCDH du 4 oct. 2023 — accès refusé, évacuation non organisée, secours bloqués, bénévoles arrêtés — dans chaque déclaration sur Kakhovka ; elles valent indépendamment de la cause et constituent la partie que la Russie ne peut contester en invoquant un « sabotage ».

Exiger une constatation sur la cause. Demander à la Commission d'enquête de publier sa conclusion sur la rupture et au Procureur de la CPI de rendre compte du dossier que son équipe a examiné en juin 2023 ; mettre à la disposition des deux les éléments sismiques, satellitaires et techniques détenus par les États.

Compter les morts d'Olechky. Exiger l'accès du HCDH à la rive gauche et un registre des morts et des disparus d'Olechky et de Hola Prystan ; soutenir les témoins et les soignants dont AP a recueilli les témoignages comme base d'identification ; maintenir l'écart 15/59/« des centaines » dans le dossier jusqu'à ce qu'il soit résolu.

Protéger le prochain barrage. Invoquer Kakhovka dans chaque texte portant sur l'art. 56 du PA I et sur les crimes de guerre environnementaux — la révision du Statut de Rome, le débat sur l'écocide, les résolutions sur la centrale nucléaire de Zaporijia — et désigner la cascade du Dniepr comme un système protégé.

Sources : A — HCDH, Rapport sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, 1er févr. – 31 juil. 2023 (4 oct. 2023), par. 4, 36–39 ; Gouvernement ukrainien – ONU, Évaluation des besoins après catastrophe (17 oct. 2023) ; Conseil de sécurité de l'ONU, 6 juin 2023 ; point de presse de l'ONUG, 9 juin 2023 ; Commission d'enquête, mise à jour au CDH 54 (sept. 2023). B — SBU, 6 juin 2024 (via Euromaidan Press) ; administration régionale de Kherson, 6–9 juin 2023 ; Ministère de l'intérieur, juin 2023 ; Vice-Premier Ministre Kouleba, 6 juin 2026. C — NYT, 17 juin 2023 (via RFE/RL) ; Global Rights Compliance, 16 juin 2023 (AFP) ; NORSAR ; ISW ; AP, 28 déc. 2023 ; The Insider et KHPG (décret du 30 mai 2023). RU — Peskov, RBC, 6 juin 2023 ; compte rendu du Kremlin, 7 juin 2023 (via Meduza) ; autorités de Kherson installées par la Russie. Tous consultés le 21 oct. 2026.

BARRAGE DE KAKHOVKA
PROJET V0.1 · 21 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
JOURNAL DES CORRECTIONS SUR
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

KAKHOVKA: THE DAM THAT BROKE FROM THE INSIDE

6 photographs from official sources, as shown on the live page. Each image is credited and openly licensed; videos are linked to the official post (scan the code). No image shows the dead; graphic aftermath is blurred in print. The downloadable pack on the live page holds the full-size files and their SHA-256.

UKRAINE EVIDENCE HUB
VERIFIED RECORD
OCT 2026



Settlements on the left bank under water after the dam was destroyed, June 2023

АрміяInform · 2023-06-06 · CC BY 4.0

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flooding_in_Kherson_after_the_destruction_of_the_Kakhovka_Dam_2023.jpg



Kherson the day after the dam was destroyed, 7 June 2023

Дмитро Завтонов / АрміяInform · 2023-06-07 · CC BY 4.0

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flooded_Kherson,_2023-06-07_\(01\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flooded_Kherson,_2023-06-07_(01).jpg)



Police evacuate residents from a flooded area of Kherson region, 9 June 2023

Ministry of Internal Affairs of Ukraine · 2023-06-09 · CC BY 4.0

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flooded_Kherson_Oblast,_2023-06-09_\(01\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flooded_Kherson_Oblast,_2023-06-09_(01).jpg)



The village of Novohrednieve under water, 10 June 2023

State Emergency Service of Ukraine · 2023-06-10 · CC BY 4.0

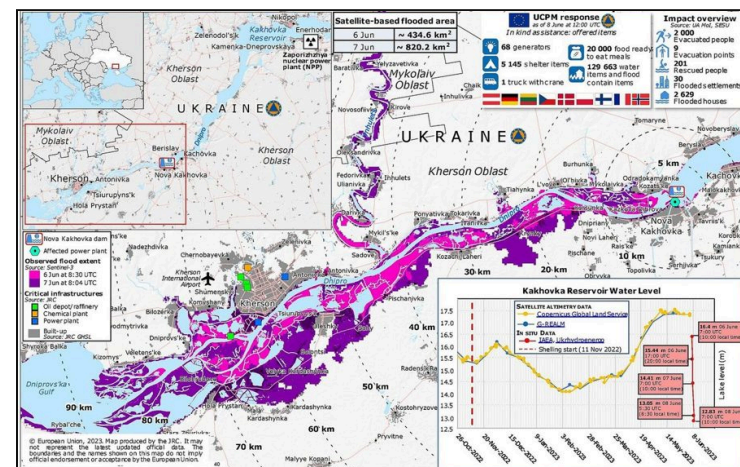
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flood_in_Kherson_Oblast,_2023-06-10.jpg



Kalynivske after the water receded, 14 June 2023

Kherson Regional State Administration · 2023-06-14 · CC BY 4.0

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kalynivske_after_the_destruction_of_Kakhovka_Hydroelectric_Power_Plant,_2023-06-14_\(01\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kalynivske_after_the_destruction_of_Kakhovka_Hydroelectric_Power_Plant,_2023-06-14_(01).jpg)



EU ECHO daily map of the flood extent, 8 June 2023

ERCC - Emergency Response Coordination Centre · 2023-06-08 · Public domain

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:ECDM_20230608_Ukraine_Dam\(2\)_cropped.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:ECDM_20230608_Ukraine_Dam(2)_cropped.jpg)



Live page and evidence pack (ZIP): ukraine-evidence.org/#cases/hist-kakhovka-dam/media. This appendix is not an evidence repository: original material is held by the Office of the Prosecutor General of Ukraine (warcrimes.gov.ua) and the ICC Office of the Prosecutor.